

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 637

5 avril 2011

### SOMMAIRE

360 Capital Management S.A. ....	30557	LSL S.à r.l. ....	30534
Aerium MCS S.à r.l. ....	30532	Mediabong S.à r.l. ....	30539
Allianz Finance II Luxembourg S.à r.l. ...	30570	Onalia S.A. ....	30571
Allianz Finance II Luxembourg S.à r.l. ...	30570	ProCompany Eberwein & Partner S.à r.l.	30573
Allibert Ventures S.à r.l. ....	30570	Soverino International S.à r.l. ....	30534
Alternative Petroleum Technologies S.A.	30571	Sovim S.A. ....	30535
A.M.I. Participations S.A. ....	30569	Supply Chain Management Consultancy	30574
A.M.I. Participations S.A. ....	30558	Swan S.A. ....	30535
A.M.I. Participations S.A. ....	30558	Sylso Sàrl ....	30535
A.M.I. Participations S.A. ....	30558	Sylso Sàrl ....	30535
A.M.I. Participations S.A. ....	30559	Taurus Investments S.à r.l. ....	30538
A.M.I. Participations S.A. ....	30558	TD Aktiengesellschaft ....	30539
A.M.I. Participations S.A. ....	30569	Tetraktus S.A. ....	30531
A.N.C.O.R. Holding S.A. ....	30570	Texall Invest S.A. ....	30539
A.N.C.O.R. S.A., société de gestion de pa-		Thanatos Participations S.A. ....	30541
trimoine familial ....	30570	T.H. Service S.A. ....	30538
Andaes S.à r.l. ....	30571	TTC Holdings S.à r.l. ....	30541
Aprovia Group Holding ....	30573	Tyco Electronics Holding S.à r.l. ....	30538
Aprovia Group Holding ....	30573	Unima S.A. ....	30541
Arsinoe Srl ....	30543	Unima S.A. ....	30542
Asset Backed-B S.A. ....	30573	United Ventures S.A. ....	30542
Aura Capital Invest S.A. ....	30535	United Ventures S.A. ....	30542
Axim Développement S.à r.l. ....	30575	Variofin SA ....	30530
Borncards S.à r.l. ....	30539	Veridice S.à r.l. ....	30542
Choc ....	30557	Vitrilux Holding S.A. ....	30543
FREO Capital Advisors S.à r.l. ....	30559	Vitrilux S.A. ....	30543
Fukuda (Luxembourg) S.à r.l. ....	30576	Voolverine ....	30557
KPI Residential Property 26 S.à r.l. ....	30532	Waldorf International S.à r.l. ....	30556
KPI Retail Property 45 S.à r.l. ....	30533	Weena S.à r.l. ....	30543
Locomotive Holding S.A. ....	30530	World Trade International S.A. ....	30556
Longbow Investment No2 S.à r.l. ....	30576	Yakusi Holding S.A. ....	30533
Longbow UK Real Estate Debt Invest-		Yams S.à r.l. ....	30557
ments II S.à r.l. ....	30576		

**Variofin SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.975.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 17 janvier 2011 à 11.00 heures*

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Guy ESCH, demeurant professionnellement à L-9053 Ettelbruck, 53 Avenue J.F. Kennedy, de son poste d'administrateur.

L'assemblée générale décide également de nommer un nouvel administrateur en remplacement:

- Monsieur Marco FIEGER, né à Ettelbruck (L) le 27 juin 1969 et demeurant professionnellement à L-9053 Ettelbruck, 53, Avenue J.F. Kennedy.

Son mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale qui approuvera les comptes annuels de l'exercice 2011.

Ettelbruck, le 17 janvier 2011.

Pour extrait sincère et conforme

*Un administrateur*

Référence de publication: 2011026445/18.

(110031539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

**Locomotive Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 71.077.

L'an deux mil dix, le dix-septième jour de décembre.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding LOCOMOTIVE HOLDING S. A., ayant son siège social au: 19-21 boulevard du Prince Henri, L – 1724 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 71077, constituée suivant acte reçu par le notaire Jacques Delvaux de résidence à Luxembourg en date du 13 juillet 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C du 26 octobre 1999 page 38.144 (la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés une dernière fois suivant acte reçu par le notaire Jacques Delvaux, précité en date du 13 mai 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1053 du 18 octobre 2005.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Gregorio PUPINO, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21 Bld du Prince Henri, L- 1724 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Céline GRENNEN, employée privée, demeurant professionnellement au 19-21 Bld du Prince Henri, L- 1724 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Andrea CARINI, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21 Bld du Prince Henri, L- 1724 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Modification du statut de la Société qui n'aura plus désormais celui d'une Société Holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une Société de Participations Financières avec effet immédiat.

2. Modification en conséquence de l'article 4 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante: La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons, et en garantissant, accordant des prêts ou en assistant autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que ladite société. En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières et mobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation. Enfin, la société pourra, pour son propre compte, acquérir, détenir, donner en location et/ou éventuellement construire tout bien immobilier sur le territoire du Grand Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

3. Divers

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varietur“ par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première et Deuxième résolutions:*

L'assemblée décide de modifier le statut de la Société qui n'aura plus désormais celui d'une Société Holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais d'une Société de Participations Financières avec effet immédiat.

L'assemblée décide de modifier en conséquence de l'article des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons, et en garantissant, accordant des prêts ou en assistant autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que ladite société. En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières et mobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation. Enfin, la société pourra, pour son propre compte, acquérir, détenir, donner en location et/ou éventuellement construire tout bien immobilier sur le territoire du Grand Duché de Luxembourg ou à l'étranger.»

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

*Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

*Pouvoirs*

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clerks et/ou employés de l'Étude du notaire soussigné, chacun pouvant agir individuellement, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Gregorio Pupino, Céline Grenen, Andrea Carini, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 20 décembre 2010. LAC / 2010 / 57463. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 janvier 2011.

Référence de publication: 2011007732/84.

(110008404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

**Tetraktus S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 105.174.

Par la présente, nous dénonçons le siège social de TETRAKTUS – RC B 105174 – 14 Route de Bigonville à L – 8832 ROMBACH, et ce à partir du 1<sup>er</sup> février 2011.

La Fiduciaire Comptable Comptafisc sàrl

Référence de publication: 2011026429/9.

(110031641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Aerium MCS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.525,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 114.913.

—  
La société AERIUM IV PROPERTIES S.a r.l., dont le siège social est situé au 6A, route de Trèves L2633 Senningerberg Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-104717 a transféré, en date du 20 Décembre 2010 en vertu d'un contrat de cession de parts sociales:

- 501 parts sociales de la Société à la société HATANORD CAPITAL S.A. dont le siège social est situé au 37, rue d'Anvers L-1130 Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-149078;

Soit au total: 501 parts sociales

A la suite de la cession d'écrite ci-dessus:

- la société AERIUM IV PROPERTIES S.à r.l. dont le siège social est situé au 6A, route de Trèves L2633 Senningerberg Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-104717 ne possède plus de parts sociales de la Société;

- la société HATANORD CAPITAL S.A. dont le siège social est situé au 37, rue d'Anvers L-1130 Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-149078 détient 501 parts sociales de la Société, soit la totalité des parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 23 Février 2011.

Référence de publication: 2011026490/24.

(110032651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**KPI Residential Property 26 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 125.285.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises par l'associé de la société en date du 30 décembre 2010*

Par les résolutions du 30 décembre 2010, l'associé de la société a décidé:

- que la clôture de la société à responsabilité limitée KPI Residential Property 26 S.à r.l., ayant son siège social à 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, a été prononcée et que la Société est à considérer comme définitivement clôturée et liquidée;

- que les livres et documents sociaux seront conservés pendant cinq ans à 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

- que les fonds restants dans la société seront utilisés pour régler les factures en suspens et que le solde bancaire ultérieur sera versé aux actionnaires.

- que le compte bancaire sera clôturé en finalité de tous les paiements.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 21 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011026305/20.

(110031421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**KPI Retail Property 45 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 125.283.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises par l'associé de la société en date du 30 décembre 2010*

Par les résolutions du 30 décembre 2010, l'associé de la société a décidé:

- que la clôture de la société à responsabilité limitée KPI Retail Property 45 S.à r.L, ayant son siège social à 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, a été prononcée et que la Société est à considérer comme définitivement clôturée et liquidée;

- que les livres et documents sociaux seront conservés pendant cinq ans à 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

- que les fonds restants dans la société seront utilisés pour régler les factures en suspens et que le solde bancaire ultérieur sera versé aux actionnaires,

- que le compte bancaire sera clôturé en finalité de tous les paiements.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011026306/20.

(110031422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

**Yakusi Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3333 Hellange, 63, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 53.548.

**DISSOLUTION**

L'an deux mille dix, le trente et un décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Jean-Claude ROOB, conseiller comptable et fiscal, né le 17 février 1950 à Dudelange, demeurant au 214, rue de Reckenthal, L2410 Strassen.

Lequel comparant a prié le notaire d'acter que:

- La société anonyme "YAKUSI HOLDING S.A.", R.C.S. Luxembourg numéro B 53.548, fut constituée par acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire alors de résidence à Niederanven, en date du 12 janvier 1996, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 151 du 27 mars 1996;

- La société a actuellement un capital de quatre-vingt-un mille huit cent quatre euros et quatre-vingt-six cents (81.804,86 EUR) représenté par trente-trois (33) actions d'une valeur nominale de deux mille quatre cent soixante-dix-huit euros et quatre-vingt-quatorze cents (2.478,94 EUR) chacune, entièrement libérées;

- Le comparant s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des actions de la société "YAKUSI HOLDING S.A.".

- Par la présente le comparant en tant qu'actionnaire unique prononce la dissolution de la société "YAKUSI HOLDING S.A." avec effet immédiat.

- Le comparant en sa qualité de liquidateur de la société "YAKUSI HOLDING S.A." déclare que l'activité de la société a cessé, que le passif connu de ladite société a été payé ou provisionné.

- L'actionnaire unique s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

- Le comparant approuve le bilan de clôture en date de ce jour.

- L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et commissaire pour leur mandat jusqu'à ce jour.

- Les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au 214, rue de Reckenthal, L-2410 Strassen.

- Sur ce, le comparant a présenté au notaire le registre des actions qui a été immédiatement lacéré.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société "YAKUSI HOLDING S.A.".

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J-C. Roob et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 janvier 2011. LAC/2011/1539. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): p.d., Conny Schumacher.

POUR COPIE CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2011.

Référence de publication: 2011008700/44.

(110009139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2011.

---

**LSL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2157 Luxembourg, 8, rue 1900.

R.C.S. Luxembourg B 114.341.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature  
Mandataire

Référence de publication: 2011026319/11.

(110031678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Soverino International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 150.287.

—  
**EXTRAIT**

Conformément aux contrats de cession de parts sociales en date du 20 décembre 2010:

100.000 (cent mille) parts sociales de 1.-€ chacune de la Société, détenues par Mrs. Ruth Rappaport, domiciliée au 6, Impasse de la Fontaine, 98000 Monte Carlo, Monaco, ont été transférées ainsi:

- 25.000 (vingt-cinq mille) actions numérotées de 1 à 25.000 de valeur nominale 1.-€ chacune, transférées à SOVREAL 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157662,

- 25.000 (vingt-cinq mille) actions numérotées de 25.001 à 50.000 de valeur nominale 1.-€ chacune, transférées à SOVREAL 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157666,

- 25.000 (vingt-cinq mille) actions numérotées de 50.001 à 75.000 de valeur nominale 1.-€ chacune, transférées à SOVREAL 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157673,

- 25.000 (vingt-cinq mille) actions numérotées de 75.001 à 100.000 de valeur nominale 1.-€ chacune, transférées à SOVREAL 4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157680.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 février 2011.

Le Mandataire

Référence de publication: 2011026420/31.

(110031687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Sovim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 65.431.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 14 février 2011*

*Résolution unique:*

L'Assemblée décide de nommer avec effet immédiat Monsieur Julien VAILLE, employé privé, né à Nice (France) le 25/10/1977 et demeurant professionnellement au 15, Boulevard Prince Henri, L 1724 Luxembourg, en tant que nouvel administrateur de la société. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOVIM S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2011026421/15.

(110032067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

**Swan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 95.236.

En date du 27 janvier 2011, et ce avec effet immédiat, Fiduciaire Patrick Sganzerla Société à responsabilité limitée a démissionné de son poste de commissaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère

*Pour Swan S.A.*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011026422/14.

(110031460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

**Sylso Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 42.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011026423/10.

(110031676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

**Sylso Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 42.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011026424/10.

(110031677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

**Aura Capital Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 157.046.

In the year two thousand ten, on the twenty-third day of December,

Before us, Maître Carlo WERSANDT notary public residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,



## THERE APPEARED

Mrs. Marianne BERNOU, lawyer, with professional address at 2-4, Place de Paris, L-2314 Luxembourg,

acting as the representative of the board of directors of Aura Capital Invest S.A. (the "Company"), a Luxembourg société anonyme having its registered office at 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B157046 and incorporated pursuant to a deed dated 23 November 2010 (the "Articles") drawn up by Maître Francis Kessler, notary public, residing at 5, rue Zénon Bernard, L-4030, Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"),

duly authorised to represent the Company pursuant to the minutes of the board of directors of the Company dated December 21, 2010.

The minutes of this meeting, initialled *ne varietur* by the appearing person and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person has required the undersigned notary to record that:

- 1) The subscribed capital of the Company is set at thirty one thousand Euro (EUR 31,000).
- 2) Pursuant to Article 5 of the Articles, the Company has an authorized capital of a maximum amount of seventy-four million Euro (EUR 74,000,000) which is currently un-issued.
- 3) The board of directors is authorized, within the limits of the authorized share capital set out under Article 5 of the Articles, to increase the share capital by creating and issuing seventy-four thousand shares pursuant to Article 8.4 of the Articles.
- 4) By resolutions dated 21 December 2010, the board of directors of the Company approved the increase of the share capital of the Company, within the framework of the authorized share capital set out under Article 5, by a total amount of seventy-four million Euro (EUR 74,000,000) in order to raise it from its current amount of thirty one thousand Euro (EUR 31,000) to seventy-four million thirty one thousand Euro (EUR 74,031,000) by creating and issuing seventy-four thousand (74,000) new shares with a par value of one thousand Euro (EUR 1,000) each.
- 5) KAPPELN MANAGEMENT COMPANY S.À.R.L., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, acting in its own name but for the account of STRADIOS FUND FCP-FIS, a fonds commun de placement – fonds d'investissement spécialisé governed by the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds subscribed for convertible bonds issued by the Company on 3 December 2010 which have been fully paid up by payment in cash on 3 December 2010. On 21 December 2010 by a decision of the board of directors of the Company, the convertible bonds have been converted into shares and consequently ceased to exist as was certified to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.
- 6) As a consequence of the conversion of the bonds and of the increase of the share capital with effect as of 21 December 2010, the subscribed share capital of the Company presently amounts to seventy-four million thirty one thousand Euro (EUR 74,031,000), divided into seventy-four thousand and thirty one shares with a par value of one thousand Euro (EUR 1,000) each. Therefore Article 5.1 of the Articles is amended accordingly and now reads as follows:  

" 5.1. The subscribed share capital of the Company is set at seventy-four million thirty one thousand Euro (EUR 74,031,000), represented by seventy-four thousand and thirty one shares with a par value of one thousand Euro (EUR 1,000) each, fully paid up (by 100%)."
- 7) Furthermore, as a consequence of the capital increase up to the maximum of the authorized capital set out in Article 5 of the Articles, all the authorized capital of the Company has been fully issued and is therefore no longer at the disposition of the board of directors of the Company.

## Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately six thousand six hundred (EUR 6,600.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

## Suit la traduction française du texte qui précède:

En l'an deux mille dix, le vingt-troisième jour du mois de décembre,

Pardevant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

## A COMPARU:

Madame Marianne BERNOU, avocate, demeurant professionnellement au 2-4, Place de Paris, L-2314 Luxembourg,



agissant en sa qualité de mandataire du conseil d'administration d'Aura Capital Invest S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157046, constituée par un acte notarié daté du 23 novembre 2010 par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg (la "Société"),

dûment autorisée à représenter la Société conformément au procès-verbal du conseil d'administration de la Société en date du 21 décembre 2010.

Une copie de du procès-verbal de ce conseil d'administration, signées ne varietur par la mandataire et le notaire, resteront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps auprès des autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de prendre acte de ce qui suit:

- 1) La capital souscrit de la Société s'élève actuellement à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000,-).
- 2) Conformément à l'article 5 des Statuts, la Société a un capital social autorisé d'un montant maximum de soixante-quatorze millions d'euros (EUR 74.000.000,-) qui n'a pas encore été émis.
- 3) Le conseil d'administration est autorisé, dans les limites du capital autorisé fixées par l'article 5, à augmenter le capital social de temps à autre par la création et l'émission de soixante-quatorze milles actions en vertu de l'article 8.4 des Statuts.
- 4) Par les résolutions prises en date du 21 décembre 2010, le conseil d'administration a approuvé l'augmentation du capital social de la Société dans le cadre du capital autorisé tel que prévu à l'article 5 des Statuts d'un montant total de soixante-quatorze millions d'euros (EUR 74.000.000,-) de telle sorte que le capital soit augmenté de son montant actuel de trente-et-un mille euros au montant de soixante-quatorze millions et trente-et-un mille euros en créant et émettant soixante-quatorze mille actions nouvelles avec une valeur au pair de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.
- 5) KAPPELN MANAGEMENT COMPANY S.A.R.L., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg, dont l'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est en cours agissant en son nom et pour le compte de STRADIOS FUND FCP FIS, un fonds commun de placement – fonds d'investissement spécialisée soumis à la loi du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissement spécialisés, a souscrit des obligations convertibles émises par la Société le 3 décembre 2010 qui ont été payées par un paiement en liquide le 3 décembre 2010. En date du 21 décembre 2010, par une décision du conseil d'administration de la société les obligations convertibles ont été converties et ont cessé d'exister comme il a été certifié au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.
- 6) Suite à la conversion des obligations convertible et à l'augmentation du capital social avec effet au 21 décembre 2010, le capital souscrit de la Société s'élève à présent à soixante-quatorze millions et trente-et-un mille euros (EUR 74.031.000,-), divisé en soixante-quatorze milles trente-et-une actions avec une valeur au pair de mille euros (EUR 1.000,-) chacune. L'article 5 des Statuts est donc à modifier comme suit:

" **Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à soixante-quatorze millions et trente-et-un mille Euros (EUR 31,000) divisé en soixante-quatorze mille et trente-et-une actions nominatives d'une valeur nominale de mille Euros (EUR 1 000) chacune, lesquelles sont entièrement libérées (à raison de 100%)."

De plus, en conséquence de l'augmentation de capital mentionnée ci-dessus intervenue pour le maximum du capital autorisé tel qu'il figure à l'article 5 des Statuts, le capital autorisé a été émis dans sa totalité de sorte qu'il n'est plus à la disposition du conseil d'administration de la Société.

#### *Frais*

Les frais, coûts, rémunération, et autres charges de quelque nature que ce soit, qui doivent être portés au compte de la Société par suite de cette augmentation de capital, sont estimés à six mille six cents euros (EUR 6.600,-).

Le présent acte a été dressé à Luxembourg, à la date mentionnée au début de ce document.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de cette même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite à la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ladite personne co-signe avec le notaire le présent acte.

Signé: M. BERNOU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2010. LAC/2010/59560. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Référence de publication: 2011007445/118.

(110008441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

**T.H. Service S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 83.344.

---

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 décembre 2010, enregistré à Luxembourg A.C., 4 janvier 2011, LAC/2011/436.

Qu'a été prononcée la clôture de la liquidation de la Société Anonyme «T.H. SERVICE S.A.», ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 13 juillet 2001, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 113 du 22 janvier 2002. Les statuts de la société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 juillet 2010, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2405 du 09 novembre 2010.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 14 octobre 2010, publié au Mémorial numéro 2700 du 08 décembre 2010

Les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Référence de publication: 2011026425/22.

(110031725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Taurus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 158.900.

---

Il résulte du transfert des parts sociales en date du 21 février 2011 que:

- La société Pallister Holdings Limited, ayant pour adresse 9, Pelican Drive, Columbus Centre, Road Town, Tortola, Îles Vierges Britanniques, a transféré 500 parts sociales sous forme nominative à la société Spectrum Investments Limited, ayant pour adresse Regency Court, Glatigny Esplanade, St Peter Port, Guernesey.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011026426/15.

(110032131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Tyco Electronics Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 1.079.485.228,50.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 122.078.

---

*Rectifie la mention enregistrée sous le numéro L100149080.05 en date du 1<sup>er</sup> octobre 2010*

Il convient de noter que le nom correct de l'associé est Raychem Industries N.V. Toutes les autres informations restent inchangées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Tyco Electronics Holding S.à r.l.

Signature

**UN MANDATAIRE**

Référence de publication: 2011026427/15.

(110031985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**TD Aktiengesellschaft, Société Anonyme.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 101.580.

*Auszug aus der ordentlichen Gesellschafterversammlung vom 13.09.2010*

*Verwaltungsrat:*

- Herr Romain BONTEMPS, geboren am 27.12.1960 in Dudelange (Luxembourg), berufsansässig in 6, place de Nancy, L-2212 Luxembourg

- Herr Carlo REDING, geboren am 15.10.1958 in Luxembourg (Luxembourg), berufsansässig in 6, place de Nancy, L-2212 Luxembourg

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung welche im Jahr 2016 stattfinden wird.

*Prüfungskommissar:*

PKF LUXEMBOURG, Société anonyme, R.C.S. Luxembourg B 48.951, 6, place de Nancy, L-2212 Luxembourg

Das Mandat des Prüfungskommissars endet mit der Gesellschafterversammlung welche im Jahr 2016 stattfinden wird.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 13.09.2010.

*Für die Gesellschaft*

Référence de publication: 2011026428/21.

(110032152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

**Texall Invest S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 59.759.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 61262 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011026430/10.

(110031451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

**Mediabong S.à r.l., Société à responsabilité limitée,**

**(anc. Borncards S.à r.l.).**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 140.308.

In the year two thousand and ten, on the twenty-third of December;

Before Us M<sup>e</sup> Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

**THERE APPEARED:**

Digitalents Capital Limited, a company incorporated and existing under the laws of the British Virgin Islands, established and having its registered office address at Tortola, Road Town, Pelican Drive, 9, Columbus Centre, (BVI), registered with the Registrar of Companies in the British Virgin Islands under the number 1464102,

here represented by Mr. Abdelrahime BENMOUSSA, private employee, professionally residing in L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing party, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the private limited liability company "Borncards S.à r.l." (the "Company"), established and having its registered office in L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under B 140.308, has been incorporated. by deed of M<sup>e</sup> Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on the 10<sup>th</sup> of July 2008, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1956 dated August 9, 2008;

- That the appearing party is the sole actual partner (the "Sole Partner") of the Company and that he has taken, through his mandatory, the following resolution:

30540

#### *Resolution*

The Sole Partner decides to change the Company's denomination into "Mediabong S.à r.l." and to amend subsequently the first article of the articles of association in order to give it the following wording:

**1. Name.** There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name "Mediabong S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately nine hundred and fifty Euros.

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us the notary the present deed.

#### **Suit la version en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le vingt-trois décembre.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

#### **A COMPARU:**

Digitalents Capital Limited, une société constituée et existant sous les lois des Iles Vierges Britanniques, établie et ayant son siège social à Tortola, Road Town, Pelican Drive, 9, Columbus Centre, (IVB), inscrite au Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 1464102,

ici représentée par Monsieur Abdelrahime BENMOUSSA, employé privé, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "Borncards S.à r.l." (la «Société»), établie et ayant son siège social à L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.308, a été constituée par acte reçu par le notaire Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1956 du 9 août 2008;

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle (l'"Associée Unique") de la Société et qu'elle a pris, par son mandataire, la résolution suivante:

#### *Résolution*

L'Associée Unique décide de changer la dénomination de la Société en "Mediabong S.à r.l." et de modifier subsequmment le premier article des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

**1. Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination "Mediabong S.à r.l." (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

#### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. BENMOUSSA, C. VERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2010. LAC/2010/58889. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 13 janvier 2011.

Référence de publication: 2011007503/82.

(110008412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

---

**Thanatos Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 89.307.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société du 17 février 2011 que:

- La démission de Monsieur Bruno BEERNAERTS de son poste d'administrateur a été acceptée.

- Madame Sandrine BISARO, née le 28 juin 1969 à Metz (France) demeurant professionnellement au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg est cooptée administrateur avec effet immédiat. Elle reprendra le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 22 février 2011.

Référence de publication: 2011026431/16.

(110032118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**TTC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 116.259.

—  
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 18 février 2011 que:

La démission de Monsieur David Andrew Johnstone, présentée avec effet au 28 janvier 2011, de son mandat de gérant B, est acceptée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 22 février 2011.

Référence de publication: 2011026435/14.

(110032121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Unima S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 66.609.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 9 novembre 2010*

L'assemblée accepte la démission de Monsieur John SEIL de son mandat d'administrateur.

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 16 février 2011.

Référence de publication: 2011026438/15.

(110031833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Unima S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 66.609.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011026439/10.

(110031835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**United Ventures S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 36, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 25.468.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011026440/10.

(110031872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**United Ventures S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 36, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 25.468.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011026441/10.

(110031873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Veridice S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 154.843.

*Cession de parts sociales*

En date du 7 décembre 2010, la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois GEORGES & ASSOCIES S.à r.l., ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 107572, a transféré 50 (cinquante) parts sociales détenues dans la société VERIDICE S.à r.l.,

à la société T&F (CYPRUS) LIMITED, une société à responsabilité limitée de droit chypriote, inscrite au «Register of Companies» de la République de Chypre sous le numéro HE 264429, ayant son siège social à Gr. Xenopoulou, 17, P.C. 3106, Limassol, Chypre.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2010.

VERIDICE S.à r.l.

Jérôme Wunsch

Gérant

Référence de publication: 2011026444/21.

(110032003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Vitrilux S.A., Société Anonyme Soparfi,  
(anc. Vitrilux Holding S.A.).**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.  
R.C.S. Luxembourg B 32.512.

—  
*Extrait sincère et conforme du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu à Bertrange en date du 08 février 2011*

«.....

Il résulte dudit procès-verbal, que Monsieur Gabriel JEAN, demeurant au 10B rue des Mérovingiens, L -8070 Bertrange a été nommé en tant que Président du Conseil d'Administration de la Société à compter de ce jour, conformément l'Article 6 des Statuts de la Société.

En qualité d'Administrateur-délégué et de Président, Monsieur Gabriel JEAN aura tous les pouvoirs réservés à cette fonction dans les Statuts de la Société.

.....»

Bertrange, le 08 février 2011.

Pour VITRILUX S.A.

Référence de publication: 2011026446/17.

(110031973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Weena S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 112.492.

—  
Par résolution circulaire signée en date du 22 décembre 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. acceptation de la démission de Marie-Laurence Lambert avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant avec effet au 20 décembre 2010

2. nomination de Annie Frénot avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant avec effet au 20 décembre 2010 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011026447/15.

(110031594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Arsinoe Srl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 54.680.

—  
L'an deux mille dix, le treize décembre.

Par-devant nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ARSINOE S.A.», ayant son siège social à L-1730 Luxembourg, 29, rue de l'Hippodrome, R.C.S. Luxembourg section B numéro 54.680, ayant un capital social d'un montant d'un million sept cent sept mille euros (1'707'000.- EUR), représenté par soixante-huit mille deux cent quatre-vingts (68'280) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25.- EUR) chacune.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sophie ERK, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Monsieur Stéphane LOMBARDI, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le président expose et l'assemblée constate:



I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Réduction du capital social de la société à concurrence de EUR 1.697.000.- (un million six cent quatre-vingt-dix-sept mille euros) pour le ramener de son montant actuel de EUR 1.707.000.- (un million sept cent sept mille euros) à EUR 10.000.- (dix mille euros);
2. Modification de la dénomination de la société en "ARSINOE Srl";
3. Modification de l'objet social;
4. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société;
5. Fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2030;
6. Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie et adoption, par la société, de la nationalité italienne;
7. Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne sous la forme d'une "Società a Responsabilità Limitata";
8. Nomination du gérant;
9. Divers.

II) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

III) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de réduire le capital social de la société à concurrence d'un montant d'UN MILLION SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE EUROS (1'697'000.- EUR) afin de le ramener de son montant actuel d'UN MILLION SEPT CENT SEPT MILLE EUROS (1'707'000.- EUR) à un montant de DIX MILLE EUROS (10'000.- EUR).

L'assemblée décide d'allouer le produit de la réduction de capital dudit montant d'UN MILLION SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE EUROS (1'697'000.- EUR) à une réserve spéciale de la Société.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en «ARSINOE Srl». Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article trois des nouveaux statuts en langue italienne ci-après.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide d'accepter les démissions des administrateurs de la société à savoir Messieurs Alexis DE BERNARDI, Louis VEGASPIRONI et Georges DIEDERICH et du commissaire aux comptes de la société à savoir Monsieur Régis DONATI et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2030.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social et statutaire de la société de L-1730 Luxembourg, 29, rue de l'Hippodrome, à I-41100 Modena, Via Galileo Galilei n. 164 et de faire adopter, par la société, la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

L'assemblée décide que les livres et documents de la société avant le transfert de siège seront conservés à l'ancien siège de la société, à Luxembourg.

*Septième résolution*

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

**STATUTO DELLA SOCIETA A RESPONSABILITA LIMITATA**

**Art. 1. Costituzione.** E' costituita una società a responsabilità limitata con la denominazione sociale di: "ARSINOE Srl".

**Art. 2. Sede.**

2.1 La società ha sede nel Comune di Modena (MO), Via Galileo Galilei 164, indirizzo risultante dall'apposita iscrizione eseguita presso il registro delle imprese ai sensi dell'art. 111-ter delle disposizioni di attuazione del cod. civ..

2.2 L'organo amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (per esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza), ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato sub 2.1; spetta invece ai soci decidere il trasferimento della sede in Comune diverso da quello sopra indicato sub 2.1.

**Art. 3. Oggetto sociale.**

3.1 La Società ha per oggetto:

- acquisto, vendita, permuta, conduzione, affitto e locazione di beni immobili e di quote degli stessi, la costruzione di immobili ed opere edilizie di qualsiasi natura, l'acquisto di crediti ed in genere qualsiasi atto che abbia attinenza con gli scopi sociali sopra descritti;

- l'assunzione di interessenze e partecipazioni in altre società, imprese ed aziende in genere, nonché la compravendita di aziende, imprese, quote sociali, azioni ed obbligazioni di società in genere, sia in Italia che all'estero;

- il rilascio di garanzie sia reali che personali a terzi, ivi comprese le banche e gli istituti di credito, in relazione ad iniziative di qualsiasi natura che l'Organo Amministrativo ritenga di utilità ed opportunità diretta od indiretta, per il conseguimento dell'oggetto sociale della società e degli enti partecipati;

- l'espletamento di operazioni finanziarie di qualsiasi genere, con esclusione comunque delle attività di cui alle leggi 1815/1939, 2 gennaio 1991 n.1, 52/1991, 5 luglio 1991 n.197, D.L. 385/1993, D.L. 415/1996 e successive modificazioni ed integrazioni.

La società potrà inoltre compiere qualsiasi operazione di carattere industriale, mobiliare e immobiliare ritenuta utile o necessaria per l'attuazione dell'oggetto sociale.

**Art. 4. Durata.** La durata della società è fissata fino al 31 (trentuno) dicembre 2030 (duemilatrenta) e potrà essere prorogata una o più volte con decisione dei soci.

**Art. 5. Capitale.**

5.1 Il capitale è fissato in euro 10.000,00 (diecimila virgola zero zero), suddiviso in quote a norma di legge.

Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura) o a titolo gratuito (mediante passaggio di riserve disponibili a capitale) in forza di deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

5.2 La decisione di aumentare il capitale sociale non può essere attuata fin quando i conferimenti precedentemente dovuti non sono stati integralmente eseguiti.

5.3 la possibilità di riduzione del capitale sociale anche mediante assegnazione ai soci di attività sociali non si applica al socio che sia una società fiduciaria.

5.4 In caso di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni da essi possedute. E' attribuita ai soci la facoltà di prevedere espressamente nella decisione di aumento, che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, salvo che nel caso di cui all'articolo 2482-ter cod.civ.; in tal caso spetta ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso a norma del successivo art.26.

5.5 Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della società; la deliberazione di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento; in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro.

5.6 Il conferimento può anche avvenire mediante la prestazione di una polizza di assicurazione o di una fideiussione bancaria con cui vengono garantiti, per l'intero valore a essi assegnato, gli obblighi assunti dal socio aventi per oggetto la prestazione d'opera o di servizi a favore della società. In tal caso la polizza o la fideiussione possono essere sostituite dal socio con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in denaro presso la società.

5.7 Nel caso di aumento gratuito la quota di partecipazione di ciascun socio resta immutata.

5.8 Le partecipazioni possono essere oggetto di intestazione fiduciaria ai sensi della legge 1966/1939 e successive modificazioni e integrazioni; in tali casi l'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria avviene per conto e nell'esclusivo interesse di uno o più fiduciari e solo a questi pertanto sono imputabili gli effetti giuridici e le responsabilità conseguenti a tale esercizio.

**Art. 6. Riduzione del Capitale.**

6.1 Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge mediante deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

6.2 In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omissivo il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della

società e delle osservazioni del collegio sindacale o del revisore, se nominati, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci. La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

#### **Art. 7. Finanziamenti dei soci.**

7.1 I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo e in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto capitale non produttivi di interessi ovvero finanziamenti sia fruttiferi, che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

7.2 In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo e ciò previa conforme decisione da assumere.

7.3 Per il rimborso dei finanziamenti dei soci trova applicazione la disposizione dell'art.2467 cod.civ..

#### **Art. 8. Diritti dei soci.**

8.1 I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascun posseduta.

#### **Art. 9. Partecipazioni e loro trasferimento.**

9.1 Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli articoli 1105 e 1106 del cod. civ..

9.2 Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro delle partecipazioni si applica l'articolo 2352 del cod. civ..

9.3 Le partecipazioni sono trasferibili per atto tra vivi previo gradimento espresso dagli altri soci; a tal fine la proposta di trasferimento, contenente le generalità dell'acquirente e la descrizione della partecipazione da trasferire, deve essere comunicata agli altri soci con lettera raccomandata; i soci devono pronunciarsi, mediante apposita decisione da adottarsi a sensi del successivo art.11, senza obbligo di motivazione; ai fini della determinazione della maggioranza non si tiene conto della partecipazione del socio trasferente; la decisione dei soci deve essere comunicata al socio trasferente con lettera raccomandata entro 30 giorni dalla comunicazione della proposta di trasferimento, in mancanza di risposta entro tale termine il gradimento si intende reso in senso affermativo. Nel caso di mancato gradimento e quindi di intrasferibilità della partecipazione al socio spetta il diritto di recesso a norma del successivo art.26. Nel caso invece di gradimento affermativo, e quindi di trasferibilità della partecipazione, agli altri soci, regolarmente iscritti a libro soci, spetta il diritto di prelazione per l'acquisto a sensi del successivo punto 9.5.

9.4 Per "trasferimento per atto tra vivi" ai fini dell'applicazione del presente articolo s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento e donazione.

In tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci potranno esercitare la prelazione versando all'offerente la somma determinata di comune accordo o, in mancanza di accordo, la relativa proposta di trasferimento non sarà configurabile come valida ed efficace essendo il corrispettivo indeterminato.

9.5 Per l'esercizio del diritto di prelazione valgono le seguenti disposizioni e modalità:

Il socio che intende trasferire in tutto o in parte la propria partecipazione, nei casi di cui ai precedenti punti 9.3 e 9.4, dovrà comunicare la propria offerta con qualsiasi mezzo che fornisca la prova dell'avvenuto ricevimento all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro 15 giorni dal ricevimento della comunicazione, trasmetterà con le stesse modalità l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento entro 30 giorni dalla ricezione della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) la partecipazione dovrà essere trasferita entro 60 giorni dalla data in cui l'organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente, entro 15 giorni dalla scadenza del termine di cui sub a), l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi della partecipazione offerta (e delle eventuali modalità da osservare nel caso in cui la partecipazione offerta non sia proporzionalmente divisibile tra tutti i soci accettanti), della data fissata per il trasferimento.

Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione alle partecipazioni da ciascuno di essi possedute.

Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene.

Qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già socio, anche a esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri soci.

Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per l'intera partecipazione offerta, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente.

Qualora nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati, il socio offerente sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro i 60 giorni successivi dal giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, in mancanza di che la procedura della prelazione dovrà essere ripetuta.

La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente.

Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà della partecipazione.

Il diritto di prelazione non spetta per il caso di costituzione di pegno o usufrutto.

Nell'ipotesi di trasferimento di partecipazione per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto al Registro delle Imprese, non sarà legittimato all'esercizio del diritto di voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società.

La cessione delle partecipazioni sarà possibile senza l'osservanza delle suddette formalità qualora il socio cedente abbia ottenuto la rinuncia all'esercizio del diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri soci.

Non si farà luogo all'esercizio del diritto di prelazione di cui sopra nel caso in cui il trasferimento avvenga a favore delle persone di cui all'art.536 C.C. e cioè a favore dei figli legittimi, dei figli naturali, degli ascendenti legittimi, del coniuge, dei figli legittimati ed adottivi e dei discendenti dei figli legittimi, legittimati, naturali ed adottivi del socio cedente.

9.6 L'intestazione di partecipazioni sociali a società fiduciarie operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche e integrazioni, la reintegrazione da parte di società fiduciarie in capo al proprio fiduciante ed il trasferimento da società fiduciaria ad altra società fiduciaria per conto dello stesso fiduciante non configurano trasferimento di partecipazioni sociali e, pertanto, non rilevano ai fini della prelazione spettante ai soci e non sono soggetti a divieti e limiti previsti in caso di trasferimento di partecipazioni sociali.

#### **Art. 10. Trasferimento mortis Causa Delle Partecipazioni.**

10.1 Il trasferimento della partecipazione mortis causa, sia a titolo particolare che universale, è disciplinato dall'articolo 2284 del cod. civ..

La procedura prevista da detti articoli sarà applicata con le seguenti modifiche e precisazioni:

- la società potrà essere continuata, anche con uno, più o tutti gli eredi del defunto;
- in caso di liquidazione gli eredi avranno diritto al rimborso della partecipazione del socio defunto in proporzione al patrimonio sociale; esso a tal fine è determinato a sensi del successivo art.27;
- sempre in caso di liquidazione, il relativo pagamento dovrà essere effettuato dalla società ai successori del defunto in tre rate di uguale importo, scadenti rispettivamente 6, 18 e 30 mesi dalla data della definitiva determinazione della somma da liquidare. Su tali rate sarà dovuto ai successori del defunto, dal giorno della morte sino a quello dell'effettivo pagamento, l'interesse in misura pari a quella del tasso Euribor mensile o (altro tasso equivalente) rilevato da un quotidiano economico a diffusione nazionale o pubblicazioni equipollenti per il mese precedente a quello in cui si è verificato il decesso.

Le decisioni circa la continuazione o la liquidazione della partecipazione del socio defunto saranno assunte dai soci ai sensi del successivo art.11, con il voto favorevole dell'unanimità dei soci superstiti.

In caso di continuazione della società con più eredi del socio defunto gli stessi dovranno nominare un rappresentante comune.

#### **Art. 11. Decisioni dei soci.**

11.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

11.2 In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci le decisioni riguardanti:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina dell'organo amministrativo;
- c) la nomina nei casi previsti dalla legge dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;
- d) le modificazioni del presente Statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci.

11.3 Non è necessaria l'autorizzazione dei soci per l'acquisto da parte della società, per un corrispettivo pari o superiore al decimo del capitale sociale, di beni o di crediti dei soci fondatori, dei soci e degli amministratori, nei due anni dall'iscrizione della società nel Registro delle Imprese.

11.4 Le decisioni dei soci sono adottate, su previa formale iniziativa dell'organo amministrativo, di norma in sede assembleare, salvo che si verifichino le condizioni richieste per il ricorso alle decisioni mediante consenso espresso per iscritto o mediante consultazione scritta.

**Art. 12. Decisioni dei soci mediante deliberazione assembleare.**

12.1 Le decisioni dei soci che abbiano ad oggetto le materie indicate nel precedente articolo 11.2 lettere d) ed e), nonché in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dalle presenti norme per il funzionamento della società, oppure quando lo richiedono uno o più Amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

12.2 L'assemblea è convocata dall'Organo Amministrativo o da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale anche fuori dal comune in cui ha sede la società, purché in Italia.

12.3 L'assemblea è convocata con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo, inclusa posta elettronica e trasmissione telematica, ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire ai soci, agli Amministratori e ai Sindaci, se nominati.

12.4 Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

12.5 Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita, nonché di eventuali altre convocazioni successive.

12.6 Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli Amministratori e i Sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione degli argomenti all'ordine del giorno. Se gli Amministratori o i Sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, devono rilasciare una dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati della riunione.

12.7 Hanno diritto di intervento nell'assemblea tutti i soci iscritti nel libro soci.

12.8 I soci possono farsi rappresentare in assemblea mediante delega scritta, consegnata al delegato anche via telefax o via posta elettronica con firma digitale. La delega non può essere conferita agli Amministratori, ai Sindaci o al Revisore, se nominati, e ai dipendenti della società né alle società da essa controllate o che la controllano, né ad Amministratori, Sindaci, Revisori, dipendenti di queste.

12.9 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare – anche da non socio – ai sensi dell'art.2479 bis del Codice Civile.

In caso di partecipazioni intestate a società fiduciarie, la delega potrà essere rilasciata a più soggetti delegati a votare, eventualmente in maniera divergente, in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiduciari.

12.10 L'assemblea è presieduta dalla persona designata dagli intervenuti, che nominano anche un segretario che la assista, a maggioranza dei diritti di voto assegnati. Il Presidente dell'assemblea verifica la regolarità della costituzione dell'assemblea, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti, regola il suo svolgimento e accerta i risultati delle votazioni.

12.11 L'assemblea può svolgersi anche con gli intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio e video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci. In tal caso, è necessario che:

- sia consentito al Presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare inequivocabilmente l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- sia consentito agli intervenuti di partecipare in tempo reale alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;

- vengano indicati nell'avviso di convocazione i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente e il segretario.

12.12 Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da processo verbale redatto e firmato dal Presidente e dal segretario. Nei casi di legge e quando l'Organo Amministrativo lo ritiene opportuno, il verbale è redatto da notaio, scelto da chi presiede l'assemblea.

12.13 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e le quote di partecipazione rappresentate da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

12.14 Il verbale deve essere redatto senza ritardo, nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione.

**Art. 13. Decisioni dei soci mediante consultazione scritta.**

13.1 La consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più Amministratori o di tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale e consiste in una proposta di decisione che deve essere inviata a tutti i soci, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento. Dalla proposta devono risultare con chiarezza l'argomento oggetto della consultazione e quanto necessario per assicurare un'adeguata informazione sugli argomenti da trattare, nonché l'esatto testo della decisione da adottare.

13.2 I soci hanno quindici giorni per trasmettere la risposta, che deve essere sottoscritta in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine purché non inferiore a giorni quindici e non superiore a giorni trenta. La risposta deve contenere un'approvazione o un diniego. La mancanza di risposta dei soci entro il termine suddetto è considerata astensione.

13.3 L'Organo Amministrativo deve raccogliere le consultazioni ricevute e comunicarne il risultato a tutti i soci, gli Amministratori e i Sindaci, se nominati, indicando:

- i soci favorevoli, contrari o astenuti con il capitale da ciascuno rappresentato;
- la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi soci.

13.4 Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

13.5 Il documento contenente la proposta di decisione inviato a tutti i soci e i documenti pervenuti alla società recanti l'espressione della volontà dei soci devono essere conservati dalla società. Tutti i detti documenti possono anche essere redatti e spediti su supporto informatico, corredato di firma digitale.

13.6 In caso di partecipazioni intestate a società fiduciaria, l'adesione o meno alla proposta di deliberazione potrà essere espressa da quest'ultima, in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiduciari, anche con più determinazioni, eventualmente divergenti tra loro.

#### **Art. 14. Decisioni dei soci sulla base del consenso scritto.**

14.1 Il consenso espresso per iscritto indica qualsiasi ipotesi di decisione adottata al di fuori dell'adunanza collegiale e non manifestata in seguito ad una previa consultazione dei soci ed in adesione ad una predefinita proposta di decisione ai sensi del precedente art. 13. Esso consiste in una dichiarazione resa da ciascun socio con esplicito e chiaro riferimento all'argomento oggetto della decisione, del quale il socio consenziente dichiara di essere sufficientemente informato. I consensi possono essere trasmessi con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto consenso.

14.2 La decisione dei soci si intende formata soltanto qualora pervengano alla società, nelle forme sopraindicate ed entro quindici giorni dal ricevimento della prima comunicazione, i consensi di tanti soci che raggiungano il quorum deliberativo previsto al successivo art. 15.

14.3 L'Organo Amministrativo deve raccogliere i consensi scritti ricevuti e comunicarne il risultato a tutti i soci, gli Amministratori, Sindaci e Revisore, se nominati, indicando:

- i soci favorevoli, contrari o astenuti con il capitale da ciascuno rappresentato;
- la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi soci.

14.4 Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

14.5 I documenti pervenuti alla società e recanti l'espressione della volontà dei soci devono essere conservati dalla società. Tutti i detti documenti possono anche essere redatti e spediti su supporto informatico, corredato di firma digitale.

#### **Art. 15. Assemblea e decisioni dei soci - Quorum.**

15.1 L'assemblea è regolarmente costituita e delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza assoluta del capitale sociale. Salvo diversa disposizione di legge, le quote per le quali non può essere esercitato il diritto di voto sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea. Le medesime quote e quelle per le quali il diritto di voto non è stato esercitato a seguito della dichiarazione del socio di astenersi per conflitto di interessi non sono computate ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione.

15.2 Le decisioni dei soci mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto sono adottate con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza assoluta del capitale sociale. Le quote per le quali non può essere esercitato il diritto di voto e quelle per le quali il diritto di voto non è stato esercitato a seguito della dichiarazione del socio di astenersi per conflitto di interessi non sono computate ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione.

15.3 Sono assunte con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale le decisioni:

- a) inerenti le modificazioni delle presenti norme;
- b) relative ad operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale;
- c) relative ad operazioni che comportino una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- d) relative alla trasformazione della società in società di persone, la fusione e la scissione della società e l'emissione di titoli di debito, fermo restando che è comunque richiesto il consenso dei soci che con la trasformazione assumono la responsabilità illimitata.

15.4 L'assemblea delibera in seconda e nelle ulteriori convocazioni con la maggioranza assoluta dei presenti, indipendentemente dalla parte di capitale sociale intervenuta, salvo che per le decisioni previste al precedente comma 15.3, che devono essere assunte con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale.



15.5 Restano comunque salve le disposizioni di legge o delle presenti norme per il funzionamento della società, che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

#### **Art. 16. Amministrazione.**

16.1 La società potrà essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina:

- a) da un amministratore unico;
- b) da un consiglio di amministrazione composto di un numero di membri variabile da un minimo di due a un massimo di nove, secondo il numero esatto che verrà determinato dai soci in occasione della nomina;
- c) da due o più amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti, nel numero e con le competenze che verranno determinati dai soci in occasione della nomina.

16.2 Gli amministratori potranno essere anche non soci. Non possono essere nominati alla carica di amministratore e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art.2382 cod. civ.

#### **Art. 17. Nomina e sostituzione degli amministratori.**

17.1 Gli amministratori resteranno in carica fino a revoca o dimissioni o per quel tempo più limitato che verrà stabilito dai soci all'atto della loro nomina.

17.2 In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca degli amministratori in ogni tempo e senza necessità di motivazione, ovvero di giusta causa.

17.3 E' ammessa la rieleggibilità.

17.4 Nel caso sia stato nominato il consiglio di amministrazione a sensi del precedente art.16.1 sub b), se per qualsiasi causa viene meno anche uno solo dei consiglieri decade l'intero consiglio di amministrazione. Nel caso siano stati invece nominati più amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti a sensi del precedente art.16.1 sub c), se per qualsiasi causa viene a cessare anche un solo amministratore, decadono anche gli altri amministratori. Spetterà ai soci con propria decisione procedere alla nomina del nuovo organo amministrativo. Nel frattempo il consiglio decaduto o gli altri amministratori decaduti potranno compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

17.5 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

#### **Art. 18. Presidente.**

18.1 Nel caso la società sia amministrata da un consiglio di amministrazione, nominato a sensi del precedente art.16.1 sub b), questo elegge fra i suoi membri un presidente, se questi non è nominato dai soci in occasione della nomina, ed eventualmente anche un vicepresidente che sostituisca il presidente nei casi di assenza o di impedimento, nonché un segretario, anche estraneo.

#### **Art. 19. Decisioni degli amministratori.**

19.1 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, nominato a sensi del precedente art. 16 sub b), le decisioni dello stesso sono adottate mediante deliberazione collegiale, possono essere tuttavia adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, se ciò verrà deciso dallo stesso Consiglio nella prima riunione dopo la nomina.

19.2 Nel caso si opti per il sistema della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;
- l'indicazione degli Amministratori consenzienti;
- l'indicazione degli Amministratori contrari o astenuti, e su richiesta degli stessi l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la sottoscrizione di tutti gli Amministratori, sia consenzienti che astenuti che contrari.

19.3 Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti gli Amministratori i quali entro i due giorni successivi dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione degli Amministratori entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.



19.4 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica.

19.5 Le decisioni degli Amministratori, adottate a sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

19.6 Con la maggioranza di cui al precedente articolo 19.4, nell'ipotesi in cui il Consiglio di Amministrazione non si sia avvalso per le sue decisioni del metodo collegiale, gli Amministratori possono stabilire di rimettere la decisione su particolari argomenti o su specifiche operazioni a delibera del Consiglio di Amministrazione da adottarsi col metodo collegiale.

19.7 Con riferimento alle materie indicate dall'art.2475 quinto comma cod. civ. ovvero nel caso di cui al precedente art. 19.6 e in ogni caso qualora il Consiglio adotti le proprie decisioni con metodo collegiale, ovvero in tutti gli altri casi previsti dalla legge, le decisioni del Consiglio di Amministrazione, che sia stato nominato a sensi del precedente art. 16.1 sub b), debbono essere adottate come di seguito indicato.

19.8 Il Consiglio di Amministrazione:

- viene convocato dal Presidente mediante avviso spedito con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (per esempio fax, posta elettronica), almeno tre giorni prima dell'adunanza e in caso di urgenza con telegramma o fax da spedirsi almeno un giorno prima, nei quali vengono fissate la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno;

- si raduna presso la sede sociale o altrove, purché in Italia.

19.9 Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengano tutti i Consiglieri in carica e i Sindaci, se nominati, sono presenti o informati della riunione.

19.10 E' possibile tenere le riunioni del Consiglio di Amministrazione con intervenuti dislocati in più luoghi audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- a) che siano presenti nello stesso luogo il Presidente e il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

- b) che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazioni;

- d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

19.11 Il Consiglio di Amministrazione delibera validamente, in forma collegiale, con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica e a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità la proposta si intende respinta. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

19.12 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione adottate a sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

## **Art. 20. Competenze degli amministratori.**

20.1 Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione (a sensi del precedente art.16.1 sub b) o di nomina di più amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti, (a sensi del precedente art.16.1 sub c) a essi spetteranno tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge o il presente statuto riservano espressamente ai soci.

20.2 Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione (a sensi dell'art.16.1 sub b) questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'art.2381 c.c. a un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti ovvero a uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente. Il Comitato esecutivo ovvero l'amministratore o gli amministratori delegati, potranno compiere tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione, che risulteranno dalla delega conferita dal consiglio di amministrazione, con le limitazioni e le modalità indicate nella delega stessa.

20.3 Nel caso di nomina di più amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti (a sensi del precedente art.16.1 sub c), i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, potranno essere attribuiti agli stessi sia in via congiunta che in via disgiunta, ovvero taluni poteri di amministrazione potranno essere attribuiti in via disgiunta e gli altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di attribuzione dei poteri, i poteri di amministrazione si intenderanno attribuiti agli amministratori in via congiunta.

20.4 Nel caso di nomina di un amministratore unico a esso spetteranno i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, sopra previsti per il Consiglio di Amministrazione, senza eccezione alcuna.

20.5 Il consiglio di amministrazione, o gli amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti o l'amministratore unico, possono nominare direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

## **Art. 21. Rappresentanza della società.**

21.1 Gli amministratori hanno la rappresentanza generale della società.

21.2 In caso di nomina del consiglio di amministrazione a sensi del precedente art.16.1 sub b), la rappresentanza della società spetterà a tutti i componenti del consiglio di amministrazione, in via disgiunta tra di loro.

21.3 Nel caso di nomina di più amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti (a sensi del precedente art.16.1 sub c), la rappresentanza spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta ovvero in via disgiunta.

21.4 La rappresentanza sociale spetta anche ai direttori, ai direttori generali, agli institori e ai procuratori di cui al precedente articolo 20 nei limiti dei poteri determinati dall'organo amministrativo nell'atto di nomina.

## **Art. 22. Compensi degli amministratori**

22.1 Agli amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai soci, in occasione della nomina o con apposita decisione.

22.2 Nel caso la società sia amministrata da un consiglio di amministrazione, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche è stabilita dal consiglio stesso, sentito il parere del collegio sindacale se nominato. I soci possono anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

22.3 All'organo amministrativo potrà altresì essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità di fine rapporto, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

## **Art. 23. Organo di controllo.**

23.1 Qualora non sia obbligatorio per legge, i soci, con decisione da adottarsi a sensi del precedente art.11, possono eventualmente nominare, alternativamente:

- il collegio sindacale, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art.24, ovvero;
- un revisore, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art.25.

23.2 La nomina del collegio sindacale è obbligatoria verificandosi le condizioni poste dall'art.2477 cc. Anche in questo caso il collegio sindacale verrà nominato e opererà ai sensi del successivo art.24.

## **Art. 24. Composizione e competenze del collegio sindacale.**

24.1 Il collegio sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti. Il presidente del collegio sindacale è nominato dai soci, con la decisione di nomina del collegio stesso.

24.2 I sindaci sono nominati, ove così i soci decidano ovvero la nomina sia obbligatoria per legge, per la prima volta nell'atto costitutivo e successivamente dai soci. Essi restano in carica per tre esercizi, e scadono alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il collegio è stato ricostituito. I sindaci sono rieleggibili.

24.3 Non possono essere nominati alla carica di sindaco e se nominati decadono dall'ufficio coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art.2399 cod. civ.

24.4 I sindaci possono essere revocati solo per giusta causa e con decisione dei soci, da assumersi con la maggioranza assoluta del capitale sociale. La decisione di revoca deve essere approvata con decreto dal tribunale, sentito l'interessato.

24.5 In caso di morte, di rinuncia o di decadenza di un sindaco, subentrano i supplenti in ordine di età. I nuovi sindaci restano in carica fino alla decisione dei soci per l'integrazione del collegio, da adottarsi nei successivi 30 giorni. I nuovi nominati scadono insieme con quelli in carica.

In caso di sostituzione del presidente, la presidenza è assunta fino alla decisione di integrazione dal sindaco più anziano.

24.6 Il collegio sindacale ha i doveri e i poteri di cui agli artt.2403 e 2403-bis cod.civ. e inoltre esercita il controllo contabile; in relazione a ciò il collegio sindacale dovrà essere integralmente costituito da revisori contabili iscritti nel Registro istituito presso il ministero della giustizia. Si applicano, inoltre, le disposizioni di cui agli artt. 2406 e 2407 cod.civ.

24.7 La retribuzione annuale dei sindaci è determinata dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

24.8 Delle riunioni del collegio sindacale deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel Libro delle decisioni del collegio sindacale e sottoscritto dagli intervenuti; le deliberazioni del collegio sindacale devono esser prese a maggioranza assoluta dei presenti. Il sindaco dissenziente ha diritto di fare iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

I sindaci devono assistere alle adunanze delle assemblee alle adunanze del consiglio di amministrazione e del comitato esecutivo.

24.9 Ogni socio può denunciare i fatti che ritiene censurabili al collegio sindacale, il quale deve tener conto della denuncia nella relazione annuale sul bilancio; se la denuncia è fatta da tanti soci che rappresentino un ventesimo del capitale sociale il collegio sindacale deve indagare senza ritardo sui fatti denunciati e presentare le sue conclusioni ed eventuali proposte all'assemblea.

Si applica la disposizione dell'art.2409 cod.civ.

**Art. 25. Revisore contabile.**

25.1 Ai sensi del 1° co. dell'art. 2477 C.C., qualora l'assemblea dei soci nomini un revisore contabile in alternativa al collegio sindacale, il controllo contabile della società può essere esercitato da un revisore iscritto nel Registro istituito presso il ministero della giustizia.

25.2 Non può essere nominato alla carica di revisore e se nominato decade dall'incarico chi si trova nelle condizioni previste dall'art. 2399 cod.civ.

25.3 Il corrispettivo del revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

25.4 L'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

25.5 L'incarico può essere revocato solo per giusta causa e con decisione dei soci, da assumersi con la maggioranza assoluta del capitale sociale. La decisione di revoca deve essere approvata con decreto del tribunale, sentito l'interessato.

25.6 Il revisore svolge le funzioni di cui all'art.2409-ter cod.civ.; si applica inoltre la disposizione di cui all'art.2409-sexies cod. civ.

**Art. 26. Recesso del socio.**

26.1 Il diritto di recesso compete:

- ai soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente statuto, all'introduzione o rimozione di vincoli alla circolazione delle partecipazioni;

- ai soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci;

- in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente statuto.

26.2 L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti al precedente articolo 26.1, dovrà essere comunicata all'organo amministrativo mediante qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, il termine entro il quale esercitare il diritto di recesso non può essere inferiore a 30 giorni dall'iscrizione della relativa delibera nel registro delle Imprese o dalla conoscenza del fatto che lo legittima; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscrivere al Registro Imprese esso è esercitato entro 30 giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Le partecipazioni del recedente non possono essere cedute. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se la società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima, ovvero se l'assemblea dei soci delibera lo scioglimento della società.

26.3 I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione al valore da determinarsi a sensi del successivo art.27.

26.4 In caso di partecipazioni intestate a società fiduciarie operanti ai sensi della Legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, il diritto di recesso può essere esercitato anche solo per parte di esse, in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiduciari. La partecipazione in relazione alla quale la società fiduciaria esercita il diritto di recesso può essere reintestata all'effettivo proprietario – fiduciante, per conto del quale la società fiduciaria ha esercitato il diritto di recesso.

**Art. 27. Determinazione del valore della partecipazione del recedente.**

27.1 I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione del patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dagli amministratori tenendo conto dell'eventuale suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso e in particolare tenendo conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali e immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie; in caso di disaccordo la determinazione è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal presidente del tribunale su istanza della parte più diligente, si applica in tal caso il primo comma dell'articolo 1349 cod. civ.

27.2 Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro 180 giorni dalla comunicazione del medesimo fatta alla società.

27.3 Il rimborso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni oppure da parte di un terzo concordemente individuato da soci medesimi. In tal caso l'organo amministrativo deve offrire a tutti i soci, senza indugio, l'acquisto della partecipazione del recedente. Qualora l'acquisto da parte dei soci o di terzo da essi individuato non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili o in mancanza corrispondentemente riducendo il capitale sociale, in quest'ultimo caso si applica l'articolo 2482 cod. civ.. Tuttavia, se a seguito del rimborso della quota del socio receduto da parte della società, il capitale nominale si dovesse ridurre al di sotto del minimo legale, l'organo amministrativo dovrà senza indugio convocare in assemblea i soci superstiti al fine di consentire loro di provvedere, in proporzione alle rispettive quote di partecipazione, ai conferimenti necessari al fine di ricostituire il capitale a importo non inferiore al minimo legale ovvero dovranno provvedere alla trasformazione o allo scioglimento della società.

### **Art. 28. Esclusione del socio.**

28.1 Con decisione da assumersi in assemblea con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino i due terzi del capitale sociale, può essere escluso per giusta causa il socio che:

- essendosi obbligato alla prestazione di opera o di servizi a titolo di conferimento, non sia più in grado di adempiere agli obblighi assunti;
- sia dichiarato interdetto o inabilitato, con decisione definitiva;
- sia sottoposto a procedure concorsuali;
- risulti inadempiente agli obblighi assunti nei confronti della società;
- acquisisca direttamente o indirettamente, senza il consenso degli altri soci, la maggioranza del capitale di società concorrente.

Per la valida costituzione dell'assemblea e per il calcolo della maggioranza richiesta non si tiene conto della partecipazione del socio della cui esclusione si tratta, al quale pertanto non spetta neppure il diritto di intervento all'assemblea.

Si applicano all'esclusione del socio le disposizioni in tema di liquidazione del socio recedente di cui all'articolo 27 del presente statuto, restando esclusa la possibilità di liquidazione mediante riduzione del capitale sociale.

Nel caso in cui non si possa procedere alla liquidazione con le modalità sopra previste, la decisione di esclusione è definitivamente inefficace.

28.2 La deliberazione di esclusione deve essere notificata al socio escluso e l'esclusione avrà effetto decorsi 30 giorni dalla notifica suddetta. Entro questo termine il socio escluso può fare opposizione davanti il tribunale competente per territorio. Se la società si compone di due soli soci l'esclusione di uno di essi è pronunciata dal tribunale su domanda dell'altro.

28.3 Il socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione, al riguardo si applicano le disposizioni del precedente art.27, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale.

### **Art. 29. Esercizi sociali, Bilancio e distribuzione degli utili.**

29.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

29.2 Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio e alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

29.3 Il bilancio di esercizio deve essere approvato dai soci con decisione assembleare da adottarsi entro 120 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro 180 giorni qualora ricorrano le condizioni di cui al secondo comma art. 2364 cod. civ.: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

29.4 Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

29.5 L'assemblea dei soci che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili.

Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale.

Se si verifica una perdita del capitale sociale non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura proporzionale.

29.6 Non è consentita la distribuzione di acconti sugli utili.

### **Art. 30. Scioglimento e liquidazione.**

30.1 Lo scioglimento volontario della società è deliberato dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

30.2 Nel caso di cui al precedente articolo 30.1, nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art.2484 c.c., ovvero da altre disposizioni di legge o del presente statuto, l'assemblea dei soci, con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto, stabilisce:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'art.2489 cc.

30.3 La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art.2487-ter cod.civ.

30.4 Le disposizioni sulle decisioni dei soci, sulle assemblee e sugli organi amministrativi e di controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

30.5 Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII libro V del cod. civ..

### **Art. 31. Titoli di debito.**

31.1 La società può emettere titoli di debito.

L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

31.2 La società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

31.3 I titoli emessi ai sensi del presente articolo possono essere sottoscritti soltanto da investitori professionali soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali. In caso di successiva circolazione, chi li trasferisce risponde della solvenza della società nei confronti degli investitori che non siano investitori professionali o soci della società.

31.4 La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito e le modalità del rimborso e deve essere iscritta a cura degli amministratori presso il registro delle imprese. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la società possa modificare tali condizioni e modalità.

### **Art. 32. Clausola compromissoria.**

32.1 Le eventuali controversie che sorgessero fra i soci o fra i soci e la società, anche se promosse da amministratori e sindaci o revisore (se nominati), ovvero nei loro confronti e che abbiano per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, saranno decise da un collegio arbitrale, composto di tre membri, tutti nominati, entro 30 giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente, dal presidente del consiglio notarile del distretto nel cui ambito ha sede la società. I tre arbitri così nominati provvederanno a designare il presidente. Nel caso di mancata nomina nei termini ovvero in caso di disaccordo tra gli arbitri nominati nella scelta del presidente, vi provvederà, su istanza della parte più diligente, il presidente del tribunale nel cui circondario ha sede la società.

32.2 Il collegio arbitrale deciderà a maggioranza entro 90 giorni dalla costituzione, in modo irrevocabilmente vincolativo per le parti, come arbitro irrituale, con dispensa da ogni formalità di procedura e anche dall'obbligo del deposito del lodo.

Si applicano comunque le disposizioni di cui al decreto legislativo 17 gennaio 2003, n.5, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale n.17 del 22 gennaio 2003.

32.3 Il collegio arbitrale stabilirà a chi farà carico o le eventuali modalità di ripartizione del costo dell'arbitrato.

32.4 Non possono essere oggetto di compromesso o di clausola compromissoria le controversie nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del pubblico ministero.

32.5 Le modifiche alla presente clausola compromissoria, devono essere approvate con delibera dei soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi 90 giorni, esercitare il diritto di recesso ai sensi del precedente art.26.

### **Art. 33. Disposizioni generali.**

33.1 Il domicilio dei soci, nei rapporti con la società o tra di loro, è quello che risulta dal libro soci.

33.2 I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali e i documenti relativi all'amministrazione.

33.3 Le disposizioni del presente statuto si applicano anche nel caso in cui la società abbia un unico socio, se e in quanto non presuppongono necessariamente una pluralità di soci e se e in quanto compatibili con le vigenti norme di legge in tema di società unipersonale.

33.4 Per quanto non previsto nel presente statuto valgono le norme di legge in materia di società a responsabilità limitata."

#### *Huitième résolution*

L'assemblée décide de nommer comme administrateur unique de la société, doté du pouvoir d'administration:

Monsieur Germano Sereni, expert comptable, né à Vignola (Modène) [Italie], le 07 mars 1937, demeurant à I-41051 Castelnuovo Rangone (Italie), Via G. Carducci, n° 13, code fiscal SRNGMN37C07L885R.

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Germano Sereni, prénommé, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt, auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

#### *Déclarations en langue italienne pour les autorités italiennes*

Il comparente dichiara:

- di dare atto che l'odierna deliberazione adottata all'unanimità in conformità all'art. 67.1 del Codice delle società commerciali (Legge 10 agosto 1915) del Granducato di Lussemburgo determina la perdita della nazionalità lussemburghese e l'acquisto della nazionalità italiana senza scioglimento e ricostituzione, ma con assoluta continuità della personalità

giuridica conformemente all'espressa volontà della società stessa e nel rispetto dell'art. 25 della legge italiana 31 maggio 1995 n. 218 (riforma del sistema italiano di D.I.P.)

- di dare atto e precisare che il capitale sociale della società è comunque non inferiore al limite di EUR 10.000,00 stabilito dal diritto interno italiano per il tipo sociale S.R.L. in conformità alla situazione patrimoniale della società in data 15 dicembre 2009, e che rientrando il tipo sociale (SoParFi) già in essere insieme al nuovo tipo sociale di S.R.L. nel novero delle "società di capitali" soggette a disposizioni analoghe in materia di conti annuali e consolidati (4a direttiva n. 78/660/CEE e 7a direttiva n. 83/349/CEE) e di controllo dell'attività degli amministratori NON ricorre alcuna ulteriore esigenza di verificare l'esistenza e l'effettività del patrimonio sociale ai fini della determinazione della misura del capitale sociale.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: S. ERK, B.D. KLAPP, S. LOMBARDI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 15 décembre 2010. Relation: EAC/2010/15830. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011007463/711.

(110008435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

#### **Waldorf International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 118.594.

#### EXTRAIT

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extra-ordinaire du 21 février 2011 à 16.00 h

a été nommé gérant unique Monsieur Pieter Eduard DE GRAAF, né le 13 octobre 1939 à Rotterdam, Pays-Bas, demeurant professionnellement à 60 Grand-Rue, Niveau 2, L-1660 Luxembourg, Luxembourg,

à effet rétroactif du 15 novembre 2010

en remplacement de Monsieur Gerardus H.M. OSSEVOORT.

Le 22 février 2011.

WALDORF INTERNATIONAL S.à r.l.

Pieter E. DE GRAAF

Gérant unique

Référence de publication: 2011026448/18.

(110031989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

#### **World Trade International S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 71.996.

La société Georges & Associés S.à r.l. a dénoncé le siège social de la société WORLD TRADE INTERNATIONAL S.A., sis au 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B 71996, avec effet au 22 février 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Georges & Associés S.à r.l.

François Georges

Gérant, empêché

Jérôme Wunsch

Référence de publication: 2011026449/15.

(110031890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.



**Yams S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 112.398.

Par résolution circulaire signée en date du 22 décembre 2010, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. acceptation de la démission de Marie-Laurence Lambert avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant avec effet au 20 décembre 2010
2. nomination de Annie Frénat avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant avec effet au 20 décembre 2010 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011026451/15.

(110031595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**360 Capital Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 109.524.

—  
**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 janvier 2011 que Monsieur Massimo LONGONI, demeurant 10 rue Mathieu Lambert Schrobiltgen à L- 2526 Luxembourg est nommé administrateur délégué jusqu'à l'assemblée générale Ordinaire qui se tiendra en 2011.

Pour extrait conforme  
Luxembourg, le 11 février 2011.

Référence de publication: 2011026453/13.

(110031971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

---

**Choc, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.  
R.C.S. Luxembourg B 150.894.

—  
*Extrait du conseil d administration du 01/02/11*

**1. CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL**

Le siège social de la société est transféré du 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg au 23, rue Jean Jaurès L-1836 Luxembourg et ce à compter du 1<sup>er</sup> février 2011.

**2. DIVERS**

Le conseil d'administration prend note du changement d'adresse des administrateurs suivants, à savoir:

- Me Michaël Dandois, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg
- Me Antoine Meynial, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg
- M. Stéphane Warnier, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2011026467/18.

(110032734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**Voolverine, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.  
R.C.S. Luxembourg B 151.247.

—  
*Extrait du conseil d administration du 01/02/11*

**1. CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL**

Le siège social de la société est transféré du 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg au 23, rue Jean Jaurès L-1836 Luxembourg et ce à compter du 1<sup>er</sup> février 2011.



## 2. DIVERS

Le conseil d'administration prend note du changement d'adresse des administrateurs suivants, à savoir:

- Me Michaël Dandois, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg
- Me Antoine Meynial, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg
- M. Stéphane Warnier, 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2011026468/18.

(110032735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

### **A.M.I. Participations S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 34.717.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.M.I. PARTICIPATIONS S.A., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2011026469/11.

(110032272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

### **A.M.I. Participations S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 34.717.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.M.I. PARTICIPATIONS S.A., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2011026470/11.

(110032279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

### **A.M.I. Participations S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 34.717.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.M.I. PARTICIPATIONS S.A., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2011026471/11.

(110032295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

### **A.M.I. Participations S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 34.717.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.M.I. PARTICIPATIONS S.A., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2011026472/11.

(110032311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**A.M.I. Participations S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 34.717.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.M.I. PARTICIPATIONS S.A., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2011026473/11.

(110032328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**FREO Capital Advisors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 158.085.

**STATUTES**

In the year two thousand and ten, on the thirtieth day of December.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

FIRST INVESTORS VERWALTUNGS GMBH, a private limited liability company, existing under the laws of Germany, having its registered office at Goetheplatz 1, D-60313 Frankfurt am Main, registered with the Trade Register at the local court of Frankfurt am Main under number HRB 86795,

here represented by Maren Stadler-Tjan, Rechtsanwältin, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Frankfurt on 22 December 2010,

FREO Team S. à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at EBBC, 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number 149.026,

here represented by Maren Stadler-Tjan, Rechtsanwältin, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg on 21 December 2010; and

Stanton Capital S.A., a public limited liability company, existing under the laws of the Republic of Panama, having its registered office at Building Delta Tower, 14<sup>th</sup> floor, Panama City, Republic of Panama, registration with the Companies Register of Panama currently pending,

here represented by Maren Stadler-Tjan, Rechtsanwältin, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Jersey on 30 December 2010.

The powers of attorney, after signature ne varietur by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is "FREO Capital Advisors S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company's registered office is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely

ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The object of the Company is financial and economic consulting in Luxembourg and abroad, excluding any activities falling within the scope of application of the law of 5<sup>th</sup> April 1993 relating to the financial sector, as amended.

3.2. The Company also has as an object all activities relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a company limited by shares or of a private company as well as administration, management, control and development of such participations.

3.3. In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the realization of a portfolio comprising all types of transferable securities, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities, either by way of contribution, subscription, purchase option or otherwise, as well as realize them by sale, transfer, exchange. The Company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to any company in which it has a direct or indirect substantial interest.

3.4. In general, the Company may carry out all economic and financial advisory services save for those services requiring a specific license pursuant to the law of 5<sup>th</sup> April 1993 relating to the financial sector, as amended.

3.5. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.6. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.7. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.8. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at twelve-thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve-thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

The transfer of shares to third parties owing to death must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

### III. Management - Representation

#### Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. By a resolution of the shareholders, the appointed managers can be classified as category A and category B managers. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

**Art. 8. Board of managers.** If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

#### 8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

#### 8.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

#### 8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the signature of a manager. In case the shareholders have resolved to classify the appointed managers as category A and category B managers, the Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of at least one category A and one category B manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

#### Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

#### Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

### IV. Shareholder(s)

#### Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.

##### 11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the share-

holders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

#### 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

#### **Art. 12. Sole shareholder**

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

### **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

#### **Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

#### **Art. 14. Allocation of profits.**

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the shareholders must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company; and

(v) if the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

15.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2. Subject to any provision of any shareholders agreement to be entered into between the shareholders of the Company, the surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

16.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

### *Transitional provision*

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2011.

### *Subscription and Payment*

First Investors Verwaltungs GmbH, represented as stated above, subscribes to three thousand seven hundred seventy (3,770) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay it in full by a contribution in cash of three thousand seven hundred seventy euro (EUR 3,770.-).

FREO Team S.à r.l., represented as stated above, subscribes to two thousand four hundred eighty (2,480) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay it in full by a contribution in cash of two thousand four hundred eighty euro (EUR 2,480.-).

Stanton Capital S.A., represented as stated above, subscribes to six thousand two hundred fifty (6,250) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay it in full by a contribution in cash of six thousand two hundred fifty euro (EUR 6,250.-).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately one thousand euro (1,000.-).

### *Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

a) Mr. Christian Senitz, born on 27 January 1978, in Aschersleben, Germany, with professional address at EBBC 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg; and

b) Mr. Borge Tangeraas, born on 27 April 1972, in Oslo, Norway, with professional address at EBBC 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

2. The registered office of the Company is located at EBBC 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a German version, and that in the case of divergences between the English text and the German text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.



This deed has been read to the representative of the appearing parties, who have signed it together with the undersigned notary.

### **Deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendzehn, am dreißigsten Tag des Monats Dezember,  
ist vor uns, dem unterzeichneten Notar Maître Edouard Delosch, mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg,

#### **ERSCHIENENEN:**

die First Investors Verwaltungs GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, bestehend nach deutschem Recht, mit Gesellschaftssitz am Goetheplatz 1, D-60313 Frankfurt am Main, eingetragen Handelsregister beim Amtsgericht Frankfurt unter der Nummer HRB 86795,

hier vertreten durch Maren Stadler-Tjan, Rechtsanwältin, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund der Rechtsanwaltsvollmacht welche in Frankfurt am 22. Dezember 2010 erteilt wurde;

die FREO Team S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in EBBC 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 149.026,

hier vertreten durch Maren Stadler-Tjan, Rechtsanwältin, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund der Rechtsanwaltsvollmacht welche in Luxemburg am 21. Dezember 2010 erteilt wurde;

Stanton Capital S.A., eine Aktiengesellschaft, bestehend unter dem Recht der Republik Panama, mit Gesellschaftssitz in Building Delta Tower, 14<sup>th</sup> floor, Panama City, Republik von Panama, Registrierung im Gesellschaftsregister von Panama anhängig,

hier vertreten durch Maren Stadler-Tjan, Rechtsanwältin, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund der Rechtsanwaltsvollmacht welche in Jersey am 30. Dezember 2010 erteilt wurde;

Besagte Vollmachten, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Parteien und dem unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben dargestellt, haben den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche hiermit gegründet wird, wie folgt aufzusetzen.

### **I. Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer**

**Art. 1. Firma.** Der Firma der Gesellschaft lautet „FREO Capital Advisors S.à r.l.“ (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

#### **Art. 2. Gesellschaftssitz.**

2.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.1 Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden. Wenn der Geschäftsführungsrat feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Sitz bis zur vollständigen Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die fraglichen Entwicklungen oder Ereignisse vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

#### **Art. 3. Gesellschaftszweck.**

3.1. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an in- oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder auf andere Weise erwerben, und im Allgemeinen alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.



3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendenpapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt, die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

3.3. Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechselkurseinwirkungs-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

3.4. Die Gesellschaft ist befugt alle gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeiten und Transaktionen in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen lässt oder diesen fördert.

3.5. Gegenstand der Gesellschaft ist gemäß dem abgeänderten Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (das 1993 Gesetz) die Tätigkeit eines Gewerbsmäßig für eigene Rechnung Handelnden gemäß Art. 24-4 des Gesetzes sowie der Erbringung damit verbundener Dienstleistungen. Die Gesellschaft kann außerdem als Anlageberater, Makler von Finanzinstrumenten, Kommissionär und Vermögensverwalter im Sinne des 1993 Gesetzes tätig sein. Im Rahmen ihrer Tätigkeit wird die Gesellschaft weder Einzahlungen annehmen noch Auszahlungen tätigen.

3.6. Die Gesellschaft kann des Weiteren sämtliche Arten von Rechtsgeschäften abschließen, welche mittelbar oder unmittelbar mit ihrem Geschäftszweck in Verbindung stehen oder denselben fordern oder ergänzen. In diesem Zusammenhang darf sie Immobilien und Beteiligungen im In- und Ausland erwerben.

3.7. Die Gesellschaft kann ebenfalls Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredit gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

#### **Art. 4. Dauer.**

4.2. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.3. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

## **II. Kapital - Geschäftsanteile**

#### **Art. 5. Kapital.**

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteilen mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1.-) pro Anteil; die Geschäftsanteile wurden gezeichnet und voll eingezahlt.

5.3. Das Stammkapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder vermindert werden.

#### **Art. 6. Geschäftsanteile**

6.1. Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Die Geschäftsanteile sind im Verhältnis der Gesellschafter untereinander frei übertragbar.

Hat die Gesellschaft nur einen Alleingesellschafter, so sind die Geschäftsanteile an Dritte frei übertragbar.

Hat die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter, bedarf die Übertragung von Geschäftsanteilen (inter vivos) an Dritte der vorherigen Zustimmung der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten müssen.

Die Übertragung von Geschäftsanteilen aufgrund eines Todesfalles an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel der Rechte der Überlebenden vertreten.

Eine Anteilsübertragung ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, wenn eine solche gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

6.3. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage eines jeden Gesellschafters eingesehen werden kann.

6.4. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichende ausschüttbare Reserven oder falls der Rückkauf aufgrund einer Herabsenkung des Gesellschaftskapitals beruht.

### III. Verwaltung - Stellvertretung

#### Art. 7. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Die Gesellschafter können entscheiden, die ernannten Geschäftsführer in Kategorie A Geschäftsführer und Kategorie B Geschäftsführer zu unterteilen. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

7.2. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt mit oder ohne Grund von der Hauptversammlung abberufen werden.

**Art. 8. Geschäftsführungsrat.** Wurden mehrere Personen zum Geschäftsführer ernannt, so bilden diese den Geschäftsführungsrat (der Rat).

##### 8.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die Satzung dem/den Gesellschafter(n) vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnisse zustehen, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang sind.

(ii) Der Rat kann besondere und eingeschränkte Vollmachten für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte des Rates übertragen werden.

##### 8.2. Verfahren

i) Auf Wunsch eines jeden Geschäftsführers findet eine Versammlung des Rates, an einem in der Ankündigung genannten Ort, grundsätzlich aber in Luxemburg, statt.

ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist.

iii) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.

v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie von der Mehrheit der Stimmen der anwesenden und vertretenen Geschäftsführer gefasst werden. Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden.

vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

vii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind (die Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

##### 8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die Unterschrift eines Geschäftsführers gebunden. Falls die Gesellschafter die Geschäftsführer in Kategorie A Geschäftsführer und Kategorie B Geschäftsführer unterteilt haben, ist die Gesellschaft Dritten gegenüber nur gebunden, wenn ein Kategorie A Geschäftsführer und ein Kategorie B Geschäftsführer gemeinsam unterzeichnen.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der mit Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden.

#### Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer.

9.1. Wird die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer verwaltet, ist jede oben genannte Bestimmung welche für den Geschäftsführungsrat gilt, auch auf den einzelnen Geschäftsführer sinngemäß anzuwenden.

9.2. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die Unterschrift des einzelnen Geschäftsführers verpflichtet.

9.3. Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterschrift der mit Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden.

**Art. 10. Haftung der Geschäftsführer.** Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen.

#### IV. Gesellschafter

##### Art. 11. Hauptversammlung und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter.

###### 11.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Versammlung der Gesellschafter (die Hauptversammlung) oder in Form von Zirkularbeschlüssen (die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter) gefasst.

(ii) Werden Beschlüsse im Wege der Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen der Satzung an alle Gesellschafter übersandt. Die von allen Gesellschaftern unterzeichneten Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter, welche das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift tragen, sind genauso gültig und verbindlich als wären diese in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung gefasst worden.

(iii) Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

###### 11.2. Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Auf Initiative eines Geschäftsführers oder der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, werden die Gesellschafter zur Hauptversammlung einberufen oder schriftlich zur Entscheidung gebeten.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jede Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung dazulegen ist.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt.

(iv) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung bekannt ist und sie sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(v) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Die in den Hauptversammlungen oder in Form von Zirkularbeschlüssen der Gesellschafter zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung oder dem ersten Beschluss in Textform nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen oder erneut zur schriftlichen Entscheidung gebeten und die Beschlüsse oder die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

##### Art. 12. Alleingesellschafter.

12.1 Sofern die Gesellschaft auf einen (1) Gesellschafter reduziert wird, übt dieser alle Befugnisse aus, welche auch der Hauptversammlung durch das Gesetz verliehen wurden.

12.2. Bezugnahmen auf die Gesellschafter und die Hauptversammlung oder die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter innerhalb dieser Satzung gelten entsprechend für den Alleingesellschafter oder die von ihm gefassten Beschlüsse.

12.3. Die von dem Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse sind schriftlich zu verfassen.

#### V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

##### Art. 13. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

13.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) Januar und endet am einunddreißigsten (31) Dezember eines jeden Jahres.

13.2. Der Rat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft gemeinsam mit einer Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft wiedergibt mit einem Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die Verbindlichkeiten der/des Geschäftsführer(s) und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

13.3. Ein jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten werden in der jährlichen Hauptversammlung oder im Wege von Zirkularbeschlüssen der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des Geschäftsjahres genehmigt.

##### Art. 14. Gewinnausschüttung.

14.1 Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

14.2 Die Gesellschafter entscheiden, auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

14.3 Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- (i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;
- (ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive Aktienagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und auszuschüttenden Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;
- (iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch die Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;
- (iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und
- (v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

## **VI. Auflösung - Liquidation**

15.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Mehrheit (in Zahlen) der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, aufgelöst werden. Die Gesellschafter ernennen einen (1) oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Gesellschafter, haben die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

15.2. Der Mehrwert nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten wird unter den Gesellschaftern, vorbehaltlich einer zwischen den Gesellschaftern abzuschließenden Gesellschaftervereinbarung, im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen aufgeteilt.

## **VII. Allgemeine Bestimmungen**

16.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden und Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter werden schriftlich, durch Telefax, E-Mail oder im Wege anderer elektronischer Kommunikationsmittel dokumentiert.

16.2. Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Versammlung des Rates können von einem Geschäftsführer, in Übereinstimmung mit den vom Rat genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

16.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form geleistet werden, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt. Unterschriften auf Zirkularbeschlüssen der Geschäftsführer, Beschlüsse die in einer Telefon- oder Videokonferenz gefasst werden beziehungsweise Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

16.4 Sämtliche nicht ausdrücklich durch die Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Gesellschafter in der Zwischenzeit eingehen.

### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung dieser Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2011.

### *Zeichnung und Zahlung*

First Investors Verwaltungs GmbH, wie vorstehend vertreten, zeichnet dreitausendsiebenhundertsiebzig (3.770) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1.-) pro Anteil und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von dreitausendsiebenhundertsiebzig Euro (3.770.-).

Freo Team S.à.r.l., wie vorstehend vertreten, zeichnet zweitausendvierhundertachtzig (2.480) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1.-) pro Anteil und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von zweitausendvierhundertachtzig Euro (2.480.-).

Stanton Capital S.A., wie vorstehend vertreten, zeichnet sechstausendzweihundertfünfzig (6.250) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1.-) pro Anteil und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von sechstausendzweihundertfünfzig Euro (6.250.-).

Der Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-) steht der Gesellschaft zur freien Verfügung und ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichneten Notar vor.

30569

*Ausgaben*

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausend Euro (EUR 1.000,-) betragen.

*Beschlüsse der Gesellschafter*

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, haben ihre Gesellschafter, welche die Gesamtheit der gezeichneten Geschäftsanteile vertreten, folgende Beschlüsse übernommen:

1. Die Folgenden werden für einen unbestimmten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:
  - a) Herrn Christian Senitz, geboren am 27. Januar 1978 in Aschersleben, Deutschland, geschäftsansässig in EBBC 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg; und
  - b) Herrn Borge Tangeraas, geboren am 27. April 1972 in Oslo, Norwegen, geschäftsansässig in der EBBC 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.
2. Sitz der Gesellschaft ist in EBBC 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

*Erklärung*

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Parteien die Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dieses zu beurkunden wurde diese notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Luxemburg aufgenommen.

Sie wurde dem Stellvertreter der erschienenen Parteien vorgelesen und von diesem und dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. Stadler-Tjan, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert le 5 janvier 2011. Relation: RED/2011/23. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 12. Januar 2011.

Référence de publication: 2011007622/560.

(110008255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

---

**A.M.I. Participations S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 34.717.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.M.I. PARTICIPATIONS S.A., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2011026474/11.

(110032376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**A.M.I. Participations S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 34.717.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.M.I. PARTICIPATIONS S.A., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2011026475/11.

(110032387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**A.N.C.O.R. S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,  
(anc. A.N.C.O.R. Holding S.A.).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 20.811.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Belvaux, le 22 février 2011.

Référence de publication: 2011026477/12.

(110032357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**Allianz Finance II Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 173.711.480,60.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 128.975.

**AUSZUG**

Der Jahresabschluss der Gesellschaft zum 31. Dezember 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug  
Unterschrift  
Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2011026478/15.

(110032711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**Allianz Finance II Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 173.711.148,60.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 128.975.

**AUSZUG**

Aus den Beschlüssen des alleinigen Gesellschafters anlässlich der jährlichen ordentlichen Generalversammlung der Gesellschaft vom 10. Februar 2011 geht hervor, dass der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft das Mandat von KPMG AUDIT S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 103.590 als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft verlängert hat, dies bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung der Gesellschaft die über den Jahresabschluss des Geschäftsjahres 2011 beschließt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug  
Unterschrift  
Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2011026479/19.

(110032712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**Allibert Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 79.443.

Le bilan de dissolution au 25 janvier 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Marie ROUVIERE

*Acting Secretary*

Référence de publication: 2011026480/11.

(110032859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**Alternative Petroleum Technologies S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 143.328.

—  
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 22 février 2011 que Dr. Fred Buckingham, né au Texas, Etats-Unis d'Amérique, le 1 septembre 1953, demeurant à 1221 McKinney St., Suite 3325, Houston, TX 77010, Etats-Unis d'Amérique, comme nouvel administrateur de la Société, avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de la Société à tenir en 2011.

Le conseil d' administrateur de la Société est désormais composé comme suit:

M. Patrick Grimes;

M. Graham Cook;

M. John W. Carter; et

Dr. Fred Buckingham.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2011.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2011026481/20.

(110032222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**Andaes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 123.410.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2011

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2011026483/14.

(110032369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**Onalia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 109.394.

—  
L'AN DEUX MILLE DIX, LE TRENTE NOVEMBRE.

Par devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg

A comparu

La société de droit luxembourgeois dénommée SOCIETE LUXEMBOURGEOISE D'INVESTISSEMENTS ET DE PARTICIPATIONS en abrégé SOCLINPAR S.A., avec siège social à Luxembourg, 25, Avenue de la Liberté, inscrite au R.C.S Luxembourg section B numéro 16.980,

ici représentée par M. François WINANDY, demeurant professionnellement à L-1471 Luxembourg, 412F route d'Esch, en vertu d'une procuration donnée le 19 novembre 2010 jointe en annexe au présent acte,

en sa qualité d'actionnaire unique de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée ONALIA S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 25, Avenue de la Liberté, inscrite au R.C.S. Luxembourg B numéro 109394, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER en date du 28 juin 2005, publié au Mémorial C n° 12 45 du 22 novembre 2005, et les statuts ont été modifiés par acte du même notaire en date du 9 août 2005, publié au Mémorial C n°48 du 9 janvier 2006.

Ensuite le comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare et prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social de la société à concurrence de EUR 8.470.000,00 (huit millions quatre cent soixante-dix mille Euros) pour le porter de EUR 5.000.000,00 (cinq millions d'Euros) à EUR 13.470.000,00 (treize millions quatre cent soixante-dix mille Euros), par la création et l'émission de 84.700 (quatre-vingt quatre mille sept cents) actions nouvelles, chacune d'une valeur nominale de EUR 100,00 (cent Euros) par conversion d'une partie d'une créance actionnaire et ceci en conformité avec un rapport de la société H.R.T. Révision S.A..

2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

3. Divers.

L'actionnaire unique, siégeant en assemblée générale, a ensuite pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'actionnaire unique décide d'augmenter le capital social de la société à concurrence de EUR 8.470.000,00 (huit millions quatre cent soixante-dix mille Euros), par conversion d'une partie d'une créance actionnaire,

pour le porter de son montant actuel de EUR 5.000.000,00 (cinq millions d'Euros) à EUR 13.470.000,00 (treize millions quatre cent soixante-dix mille Euros),

par la création et l'émission de 84.700 (quatre-vingt quatre mille sept cents) actions nouvelles, chacune d'une valeur nominale de EUR 100,00 (cent Euros)

par conversion d'une partie d'une créance actionnaire

Les 84.700 (quatre-vingt quatre mille sept cents) actions nouvellement émises ont été intégralement souscrites par l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, et libérées intégralement par renonciation définitive et irrévocable à une partie d'une créance certaine, liquide et exigible pour un montant de EUR 8.470.000,00 (huit millions quatre cent soixante-dix mille Euros) existant à son profit et à charge de la société anonyme ONALIA S.A., prédésignée, et en annulation de cette même créance à due concurrence.

Cet apport fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises indépendant H.R.T. Révision S.A., en date du 23 novembre 2010 qui conformément aux stipulations de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales, et qui conclut de la manière suivante:

«Sur base de nos diligences aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'apport ne correspond pas au moins à 84.700 actions d'une valeur nominale de EUR 100.-de ONALIA S.A. à émettre en contrepartie. Ce rapport est émis uniquement dans le cadre de l'augmentation de capital de ONALIA S.A. de EUR 8.470.000 et ne peut être utilisé à d'autres fins sans notre accord préalable.»

Ledit rapport, signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

*Deuxième résolution*

L'actionnaire unique, suite à la résolution qui précède, décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur nouvelle suivante:

« **Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à EUR 13.470.000,00 (treize millions quatre cent soixante-dix mille Euros) représenté par 134.700 (cent trente-quatre mille sept cents) actions d'une valeur nominale de EUR 100,(cent euros) chacune.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.»

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de l'actionnaire unique, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. WINANDY, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 6 décembre 2010, LAC/2010/54185: Reçu soixante-quinze Euros (EUR 75.-)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société prénommée, aux fins de dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Luxembourg, le 13 January 2011.

Référence de publication: 2011007795/70.

(110008082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

**Aprovia Group Holding, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.465.300,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 87.080.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 16 février 2011.  
Référence de publication: 2011026484/11.  
(110032502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**Aprovia Group Holding, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.465.300,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 87.080.

I. Suite à une décision du conseil communal de Schuttrange, le nom de la rue de la société à changé. Le siège social de la société est dorénavant au 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Miinsbach, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

II. Le siège social du commissaire ERNST & YOUNG a changé et est dorénavant au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach.

III. Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 15 février 2011, les associés ont décidé de renouveler le mandat de ERNST & YOUNG, avec siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach, en tant que commissaire aux comptes, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 30 juin 2011 et qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 16 février 2011.

Référence de publication: 2011026485/18.

(110032724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**Asset Backed-B S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 129.031.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 Février 2011*

En date du 15 février 2011, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur James Pope, de Monsieur Jürgen Meisch, de Monsieur Patrick Zurstrassen, de Monsieur Scott Edel, de Monsieur Clive Gilchrist, et de Monsieur Yves Wagner en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2012.

Luxembourg, le 16 février 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Asset Backed-B S.A.

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2011026487/16.

(110032835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**ProCompany Eberwein & Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8613 Pratz, 13, rue de Folschette.  
R.C.S. Luxembourg B 116.108.

Im Jahre zweitausendzehn, den vierundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul DECKER im Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1.- Herr Sebastian EBERWEIN, Diplom-Kaufmann, wohnhaft in L8613 Pratz, 13, rue de Folschette, und

2.- Dame Ariane TOEPFER, Diplom-Volkswirtin und Journalistin, wohnhaft in L-8613 Pratz, 13, rue de Folschette,

beide hier vertreten durch Herrn Ronald WEBER, wohnhaft in L-2212 Luxemburg, auf Grund zweier Vollmachten unter Privatschrift gegeben in Pratz am 14. Dezember 2010,

welche Vollmachten, nach gehöriger „ne varietur“ Paraphierung durch den Komparenten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt und mit derselben eingetragen wird.

Welche Komparenten, vertreten wie eingangs erwähnt, handelnd in ihrer Eigenschaft als Anteilhaber, welche das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft mit beschränkter Haftung ProCompany Eberwein & Partner S.à.r.l. mit Sitz in L-8613 Pratz, 13, rue de Folschette, vertreten,

gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 5. Mai 2006, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1364 vom 14. Juli 2006,

eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, unter Sektion B Nummer 116108.

Die Anteilhaber, handelnd wie eingangs erwähnt, ersuchen den amtierenden Notar die nachfolgenden einstimmig genommenen Beschlüsse zu beurkunden wie folgt:

#### *Erster Beschluss*

Die Anteilhaber beschliessen, das Kapital um eine Summe von einhundertfünfundachtzigtausend Euro (185.000,- EUR) aufzustocken, um es von seinem aktuellen Stand von fünfzehntausend Euro (15.000,-EUR) auf zweihunderttausend Euro (200.000,-EUR) zu heben, durch Schaffung und Ausgabe von eintausend vierhundertachtzig (1.480) neuen Anteilen mit einem Nennwert von einhundertfünfundzwanzig Euro (125,- EUR) pro Anteil, welche die gleichen Rechte und Pflichten wie die bestehenden Anteile haben und welche alle durch die Anteilhaber gezeichnet wurden und durch Umwandlung von Aktionärskonten, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Die Anteilsverteilung sieht nun wie folgt aus:

Herr Sebastian Eberwein: .....	1.280 Anteile
Frau Ariane Toepfer: .....	320 Anteile
Total: .....	1.600 Anteile

#### *Zweiter Beschluss*

In Folge des vorhergehenden Beschlusses ist Artikel 5 der Satzungen wie folgt abzuändern:

„ **Art. 5.** Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft beträgt zweihundert tausend Euro (200.000,-EUR) eingeteilt in eintausendsechshundert (1.600) Anteile mit einem Nennwert von einhundertfünfundzwanzig Euro (125,- EUR) pro Anteil.

#### *Kosten und Honorare*

Die Kosten und Honorare der gegenwärtigen Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft und werden abgeschätzt auf ungefähr 1.600.- €.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, in der Amtsstube des amtierenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. WEBER, P. DECKER.

ENREGISTRÉ À LUXEMBOURG A.C., LE 29 DÉCEMBRE 2010. RELATION: LAC/2010/59499. REÇU 75.-€ ( SOIXANTE-QUINZE EUROS)

LE RECEVEUR (SIGNÉ): FRANCIS SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, ERTEILT AN DAS HANDELS UND GESELLSCHAFTSREGISTER IN LUXEMBURG

Luxemburg, den 13. Januar 2011

Référence de publication: 2011007807/53.

(110008099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

#### **Supply Chain Management Consultancy, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2212 Luxemburg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 64.925.

L'an deux mil dix, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

L'associé-gérant:

Monsieur Bruno LAURENT, informaticien, demeurant à 4, Léopold de Waelplaats, B-2000 Antwerpen,

ici représenté par Monsieur Paul WEILER, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 10 novembre 2010.

Ladite procuration signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée à ce document pour être soumise à l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant comme ci-avant, déclare être le seul et unique associé, représentant l'intégralité du capital social de la société à responsabilité limitée "Supply Chain Management Consultancy en abrégé SCM CONSULTANCY" avec siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy,

constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire alors de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 11 juin 1998, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 638 du 9 septembre 1998,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 64.925.

Lequel comparant agissant comme ci-avant, représentant l'intégralité du capital, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'élargir l'objet social de la société et en conséquence modifie l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour objet:

- la consultance en management;
- la mise en place et le développement de logiciels;
- l'import-export d'antiquités;
- l'import-export de vins et spiritueux;
- la gestion d'actifs financiers.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations mobilières et immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.»

#### *Deuxième résolution*

L'associé unique agissant tant en sa qualité d'associé unique qu'en sa qualité de gérant unique décide de changer son adresse actuelle de B-2570 Duffel, 35, Nieuwestraat à 4, Léopold de Waelplaats, B-2000 Antwerpen.

#### *Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement à 900,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: P. WEILER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2010. Relation: LAC/2010/59211. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Tom BENNING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011007870/50.

(110008321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

---

#### **Axim Développement S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 98.776.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011026519/9.

(110032180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**Longbow Investment No2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 155.000.

—  
EXTRAIT

L'associé unique a décidé par des résolutions écrites et prises le 07 décembre 2010, de qualifier la fonction des gérants existants, à savoir Mr Olivier Dorier ainsi que Mr. Hermann-Günter Schommarz, en Gérants de catégorie A.

L'associé unique a également décidé de nommer pour une période illimitée et avec effet immédiat, Mr Mark Edmund McNicholas, né le 17/08/1965 à Birkenhead (Royaume-Uni), ayant son adresse professionnelle au 3 Eaton Mews, Clairvale Road, St-Heiler, Jersey JE2 3AB, comme Gérant de catégorie B.

Par conséquent, dorénavant la Société sera engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 30/12/2010.

*Pour la Société*

*Signature*

*Un gérant*

Référence de publication: 2011008122/21.

(110008484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

---

**Longbow UK Real Estate Debt Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 155.001.

—  
EXTRAIT

L'associé unique a décidé par des résolutions écrites et prises le 07 décembre 2010, de qualifier la fonction des gérants existants, à savoir Mr Olivier Dorier ainsi que Mr. Hermann-Günter Schommarz, en Gérants de catégorie A.

L'associé unique a également décidé de nommer pour une période illimitée et avec effet immédiat, Mr Mark Edmund McNicholas, né le 17/08/1965 à Birkenhead (Royaume-Uni), ayant son adresse professionnelle au 3 Eaton Mews, Clairvale Road, St-Heiler, Jersey JE2 3AB, comme Gérant de catégorie B.

Par conséquent, dorénavant la Société sera engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, recueil spécial des Sociétés et des Associations.

Munsbach, le 30/12/2010.

*Pour la Société*

*Signature*

*Un gérant*

Référence de publication: 2011008123/21.

(110008481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2011.

---

**Fukuda (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 4.200.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 85.414.

—  
Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2011.

Référence de publication: 2011025545/12.

(110030576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

---